

Rapport hebdomadaire – semaine du 15 avril 2002

1. Sommaire statistique

1.1 Vue d'ensemble								
Nombre de séances	5	Nombre de participants			111	Nombre d'observateurs		48
Participants par catégories	62 Producteurs	7 Transformateurs/ Exportateurs	3 Distributeurs	2 Détaillants	1 Consommateur	9 Universitaires	4 ONGE	23 Autres

1.2 Sommaire des séances				
Bovins	<u>23 participants</u> 7 producteurs 1 transformateur 3 distributeurs 2 détaillants 1 consommateur 2 universitaires 1 du secteur biotechnologie 2 écologistes 4 autres intervenants	<u>10 observateurs</u> 5 du fédéral 4 du provincial 1 du portefeuille	Guelph (Ontario)	15 avril 2002
	<u>31 participants</u> 20 producteurs 2 transformateurs/ exportateurs 4 universitaires 2 écologistes 3 autres intervenants	<u>11 observateurs</u> 5 du fédéral 4 du provincial 2 du portefeuille	Lethbridge (Alberta)	18 avril 2002
Industrie laitière	<u>15 participants</u> 9 producteurs 1 universitaire 3 du secteur biotechnologie 2 autres intervenants	<u>10 observateurs</u> 3 du fédéral 4 du provincial 3 du portefeuille	Guelph (Ontario)	16 avril 2002
Porc	<u>18 participants</u> 10 producteurs 1 transform./export. 1 universitaire 6 autres intervenants	<u>10 observateurs</u> 3 du fédéral 5 du provincial 2 du portefeuille	Edmonton (Alberta)	16 avril 2002

1.2 Sommaire des séances				
Volaille	<u>24 participants</u> 16 producteurs 3 transformateurs 1 universitaire 4 autres intervenants	<u>7 observateurs</u> 3 du fédéral 4 du provincial 0 du portefeuille	Halifax (Nouvelle-Écosse)	15 avril 2002

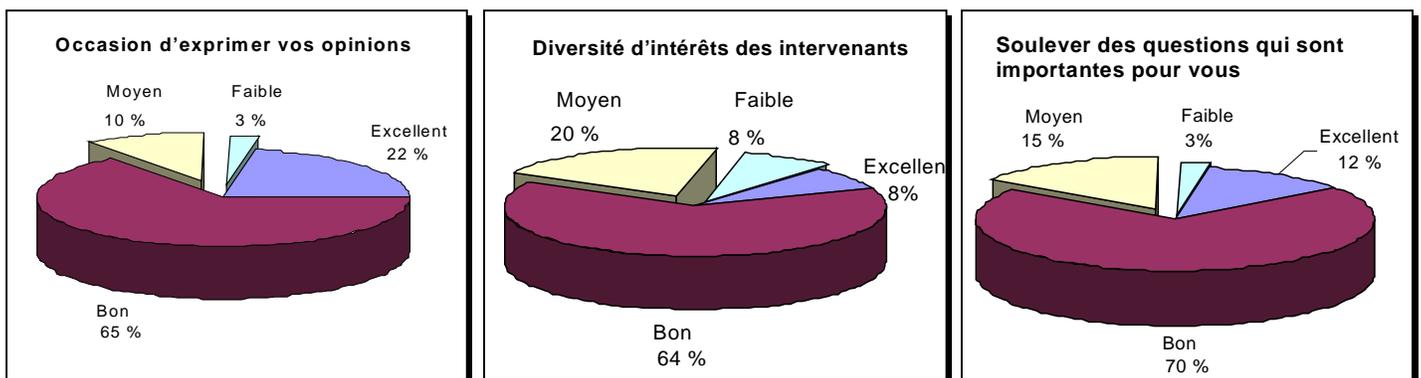
2. Évaluation des participants

2.1 Points de vue à l'égard du processus de consultation

- Dans l'ensemble, les participants ont vu les consultations d'un bon œil et ont fourni des commentaires constructifs sur le Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA). À toutes les séances, les participants ont exprimé leur désir de continuer à participer au processus et de recevoir des rapports issus de leurs rencontres et de l'ensemble du processus de consultation. Ils ont également souligné qu'ils souhaitent participer à d'autres activités de consultation sur l'élaboration d'une nouvelle politique agricole au Canada.
- Les participants à seulement une séance sur cinq se sont dits préoccupés par le manque de préavis relativement aux consultations. Toutefois, il existait beaucoup plus de scepticisme quant au poids qu'accorderaient les décideurs aux points de vue exprimés par les participants.

2.2 Points de vue à l'égard de la réunion de consultation

- À la fin de la journée, on a demandé aux participants de remplir un questionnaire. En dépit des préoccupations et des critiques initiales relativement au processus, les répondants ont donné une cote très positive aux réunions de consultation. Voici les résultats :
- Lorsqu'on leur a demandé de se prononcer sur la valeur de l'atelier :
 - 87 % ont coté la séance comme étant un BON ou un EXCELLENT forum pour leur fournir une occasion d'exprimer leurs points de vue;
 - 72 % ont coté la séance comme étant un BON ou un EXCELLENT forum pour rassembler les divers intérêts des intervenants; et
 - 82 % ont coté la séance comme étant un BON ou un EXCELLENT forum pour soulever les questions qui sont importantes pour eux.



2.3 Nouvelles opinions à l'égard du CSA

- On a demandé aux participants d'indiquer dans quelle mesure leur opinion du CSA avait changé à la suite du processus de consultation. Environ 60 % des participants ont révélé que leur opinion avait changé « quelque peu ou beaucoup » et le reste, qu'elle n'avait « pas beaucoup ou pas du tout » changé.

3. Sommaire de la discussion

3.1 Commentaires généraux	
Observations positives (trois principales observations)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En général, les participants étaient d'accord avec l'orientation stratégique décrite dans le CSA. Bon nombre d'entre eux ont signalé que le secteur joue déjà un rôle de chef de file dans les domaines mentionnés. ▪ Les participants ont vu les consultations d'un bon oeil puisqu'elles leur permettent de faire connaître leurs opinions et de contribuer au CSA. ▪ Les participants étaient d'accord que le CSA mette l'accent sur l'éducation et la communication et ont fortement appuyé la mise sur pied de campagnes menées conjointement par les secteurs public et privé visant à mieux sensibiliser le public à l'égard du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.
Observations négatives (trois principales observations)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les participants étaient préoccupés par le fait qu'il serait difficile d'obtenir la collaboration interministérielle et intergouvernementale nécessaire à la réussite du CSA. ▪ À toutes les séances, les participants ont demandé des précisions concernant le CSA. Ils ont souligné que le financement, la mise en œuvre et la gestion des risques commerciaux sont des domaines prioritaires pour lesquels il est nécessaire de fournir des éclaircissements. ▪ De nombreux participants se sont dits préoccupés par le fait que le CSA ne semble pas aborder de manière suffisamment détaillée les questions internationales, telles que les politiques commerciales et les politiques agricoles étrangères.

3.1 Sommaire de la discussion – Bovins

Mis à part quelques universitaires et des représentants du mouvement écologique, les participants à la séance pour l'industrie bovine tenue à Lethbridge étaient principalement des producteurs. La réunion de Guelph, pour sa part, a attiré des représentants de l'ensemble du secteur, y compris des détaillants, des consommateurs et des groupes environnementaux. En général, les participants se sont montrés positifs à l'égard du CSA, mais souhaitaient obtenir plus de détails concernant certains de ses éléments.

La qualité et la salubrité des aliments ont été jugées des questions prioritaires par les deux groupes; les participants s'entendaient pour dire que les produits agricoles canadiens étaient sûrs et de haute qualité. Le défi consiste donc à faire passer ce message aux consommateurs, tant au pays qu'à l'étranger. On était d'avis que l'initiative visant à faire la promotion de l'image de marque du Canada prévue dans le CSA pourrait être utile à cet égard. Toutefois, certains participants se sont dits inquiets que le gouvernement ne sera peut-être pas disposé à financer suffisamment ce programme. D'autres se sont prononcés contre l'idée qu'il y ait davantage de réglementation gouvernementale, mais en faveur de mesures visant à inciter le secteur à respecter de nouvelles normes.

Parmi les autres questions abordées sont : le besoin d'effectuer davantage de recherche appliquée en plus de la recherche fondamentale, le rôle limité que joue Agriculture et Agroalimentaire Canada dans le

programme en matière de science et d'innovation, l'harmonisation des exigences réglementaires des divers gouvernements, et l'importance de tenir compte des différences régionales dans le CSA. Les participants se sont également montrés préoccupés par le fait que le volet du CSA portant sur la gestion des risques commerciaux n'inspire pas confiance dans le secteur et qu'il ne résout pas adéquatement les problèmes liés au fractionnement des exploitations agricoles.

3.2 Sommaire de la discussion – Industrie laitière

La séance portant sur le secteur laitier a attiré de nombreux producteurs ainsi que des représentants des milieux universitaires et du secteur de la biotechnologie. Les participants se sont entendus en principe sur le fait que le CSA était exhaustif et que l'on était sur la bonne voie; toutefois, certains d'entre eux ont souligné que le secteur laitier a déjà de l'avance par rapport aux gouvernements en ce qui concerne les cinq volets du CSA. L'appui à l'égard du CSA a cependant été atténué par le fait que l'on souhaite obtenir plus de détails concernant les plans de mise en œuvre et de financement.

Dans l'ensemble, les participants appuyaient le volet du CSA portant sur la qualité et la salubrité des aliments, même si les coûts et le rendement des investissements demeuraient d'importants critères pour les producteurs. Plus précisément, de nombreuses personnes ont révélé qu'il est nécessaire pour les gouvernements d'indemniser les agriculteurs qui produisent des aliments sains et écologiques ou d'élaborer des plans de partage des coûts entre les consommateurs, les gouvernements et le secteur agricole et agroalimentaire. Les participants ont également appuyé le volet du CSA portant sur la protection environnementale, mais ont révélé qu'il était nécessaire de fournir des précisions concernant les politiques, l'éducation du public et les mesures incitatives destinées au secteur.

Parmi les autres préoccupations exprimées par les participants, mentionnons les compressions dont font l'objet les programmes éducatifs liés à l'agriculture, les droits de propriété intellectuelle, la mesure dans laquelle le secteur canadien profite des retombées de la recherche et le besoin de maintenir la protection du revenu et d'autres programmes de soutien au moment où le Canada se dirige vers l'adoption d'une nouvelle politique agricole.

3.3 Sommaire de la discussion – Porc

Les producteurs étaient fortement représentés à la séance portant sur le porc à laquelle ont aussi assisté quelques chercheurs et d'autres intervenants. Même si la plupart des participants considéraient le CSA comme étant une politique rationnelle, quelques personnes ont dit craindre que les décideurs ne tiendraient pas compte de leur point de vue et ont souligné que leur participation au processus ne signifie pas nécessairement qu'ils appuient la politique.

Les participants étaient d'accord avec la notion de l'image de marque des produits canadiens destinés aux marchés internationaux. Toutefois, ils ont soulevé un certain nombre de questions concernant les détails relatifs à la mise en œuvre, les coûts supplémentaires incombant aux producteurs et l'incidence du commerce international sur le secteur. Les participants ont souligné que l'industrie porcine joue déjà un rôle de chef de file en matière de salubrité des aliments et de protection environnementale, tout en signalant l'importance de ces deux questions pour le secteur et le CSA. Certains participants se sont opposés au fait que le CSA laisse supposer que le secteur agricole doit modifier ses pratiques environnementales plutôt que de reconnaître le bon travail effectué dans ce secteur.

Les participants ont soulevé un certain nombre de questions concernant le volet portant sur la gestion des risques de l'entreprise, notamment le besoin de tenir compte de considérations liées au commerce

international dans la planification et l'élaboration des politiques, et le besoin de faire en sorte que les gouvernements puissent augmenter le financement de nouveaux programmes sans faire de compressions dans d'autres secteurs. Certains participants ont exprimé des préoccupations quant à la façon de cibler les mécanismes de financement et les outils de gestion des risques, tandis que d'autres ont déclaré que le gouvernement doit faire la distinction entre les petites fermes d'agrément et les grandes exploitations agricoles. Parmi les autres questions soulevées, mentionnons le besoin de sensibiliser davantage la population au sujet de la valeur de l'agriculture, le rôle du gouvernement dans la recherche et l'importance de faire en sorte que tous les ordres de gouvernement appuient la nouvelle orientation stratégique en matière d'agriculture au Canada.

Sommaire de la discussion – Volaille

La séance portant sur la volaille a principalement attiré des producteurs et des transformateurs. Certains participants se sont montrés préoccupés par le manque de préavis. Bien que, dans l'ensemble, les participants aient manifesté leur appui à l'égard du CSA, bon nombre d'entre eux se sont dits sceptiques que les politiques décrites dans le cadre ne seraient pas mises en œuvre. Selon eux, pour que le CSA réussisse, il doit y avoir un profond changement dans la façon de penser au niveau des décideurs au gouvernement et aussi au niveau de la population en général.

Dans l'ensemble, les participants ont appuyé les volets du CSA portant sur la salubrité et la qualité des aliments, l'environnement, et la science et l'innovation. Toutefois, les questions relatives au financement sont considérées comme étant prioritaires. Certains participants sont d'avis que la « politique d'aliments à bas prix » du Canada va à l'encontre du CSA à cet égard, dans la mesure où les consommateurs ne seraient pas prêts à payer des prix plus élevés pour couvrir les coûts liés aux volets précités.

En ce qui concerne la gestion des risques de l'entreprise et le renouvellement, les participants ont déclaré que la gestion de l'approvisionnement était le moyen d'action le plus efficace pour appuyer les producteurs et faciliter la planification successorale. Certains étaient préoccupés par le fait que le CSA ne traite pas de la gestion de l'approvisionnement. Cela étant dit, les participants se sont dits intéressés par l'idée que l'on apporte des améliorations aux programmes actuels afin de mieux indemniser les producteurs ayant des exploitations agricoles produisant plusieurs denrées. Bon nombre de participants se sont montrés préoccupés par l'accent mis sur les marchés d'exportation dans le CSA, en suggérant que celui-ci devrait accorder une plus grande importance aux problèmes intérieurs.